



**HAL**  
open science

## États-Unis. Le bilan de la présidence Trump en matière d'emploi : quels défis pour les organisations syndicales ?

Donna Kesselman

### ► To cite this version:

Donna Kesselman. États-Unis. Le bilan de la présidence Trump en matière d'emploi : quels défis pour les organisations syndicales ?. *Chronique internationale de l'IRES*, 2021, N° 173 (1), pp.49-62. 10.3917/chii.173.0049 . hal-04188233

**HAL Id: hal-04188233**

**<https://hal.u-pec.fr/hal-04188233v1>**

Submitted on 25 Aug 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# États-Unis. Le bilan de la présidence Trump en matière d'emploi : quels défis pour les organisations syndicales ?

**Donna Kesselman**

DANS **CHRONIQUE INTERNATIONALE DE L'IRES** 2021/1 (N° 173), PAGES 49 À 62  
ÉDITIONS **I.R.E.S.**

ISSN 1285-087X

DOI 10.3917/chii.173.0049

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-chronique-internationale-de-l-ires-2021-1-page-49.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour I.R.E.S..**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# États-Unis

## Le bilan de la présidence Trump en matière d'emploi : quels défis pour les organisations syndicales ?

Donna KESSELMAN<sup>1</sup>

---

Le candidat populiste Donald Trump a promis de « rendre gloire à l'Amérique » par la création et surtout le retour des emplois sur le sol américain dès son discours de lancement de campagne en juin 2015 : « Il nous faut un *leader* capable de ramener nos emplois, de ramener la production chez nous... Je serai le plus grand Président pour l'emploi que Dieu ait jamais créé, je peux vous l'assurer. » Ce type de discours maintes fois répété, à destination tout particulièrement des travailleurs des bastions industriels dévastés par la désindustrialisation, a fini par porter ses fruits : 13 % de l'électorat de Donald Trump, dont, pour grande partie, les 27,2 % de l'électorat de la classe ouvrière blanche, qui avaient voté pour Obama en 2012, a changé de camp quatre ans plus tard. Ces voix ouvrières ont fait basculer de justesse des États clés du Midwest – Pennsylvanie, Wisconsin, Michigan –, permettant à Donald Trump de devenir le 45<sup>e</sup> Président des États-Unis.

Lors de son discours annuel sur l'état de l'Union en janvier 2020, le Président, candidat à un deuxième mandat, a fait la

liste des bons résultats laissant à penser que ses promesses étaient en voie d'être exaucées : croissance économique, taux de chômage au plus bas depuis deux générations, salaires repartis à la hausse pour la première fois depuis une décennie.

Avant d'établir le bilan de la présidence Trump en matière d'emploi, il importe dans une première partie de revenir sur le programme mis en œuvre par son administration. Celui-ci comporte deux axes. Reprenant à son compte le programme conservateur classique du Parti républicain, il procède à la dérégulation des institutions du travail et des droits syndicaux. La loi de réduction des impôts sur les entreprises et les hauts revenus s'inscrit dans la lignée d'une politique de l'offre. Le second axe de son programme, moins classique pour un conservateur, promeut un protectionnisme radical, dans le but de contenir le volume des importations et de favoriser une relocalisation de la production aux États-Unis, avec son cortège de création d'emplois. En rupture avec les grands accords de libre-échange et d'abaissement des droits

---

1. Professeure à l'Université Paris-Est Créteil.

de douane, cette stratégie rejoint celle de l'aile gauche du Parti démocrate, et surtout du mouvement syndical. Une dernière partie présente les défis que la présidence Trump pose aux syndicats. Elle interroge le positionnement du syndicalisme américain sur l'échiquier politique, eu égard à son alliance traditionnelle avec le Parti et les gouvernements démocrates.

### Un programme pour l'emploi orthodoxe

À l'exception du protectionnisme en matière de commerce extérieur, qui sera traité plus loin, la politique pour l'emploi de l'administration Trump relève d'un programme républicain orthodoxe : la dérégulation et la promotion de la politique de l'offre en vue de libérer les « forces du marché ».

### Dérégulation des normes du travail et des droits syndicaux

Donald Trump recourt aux décrets présidentiels (*executive orders*) pour marquer immédiatement sa présidence du sceau de sa politique, en commençant

par l'abrogation de mesures prises par son prédécesseur en faveur des travailleurs. Il revient sur son engagement d'augmenter les salaires des 2 millions d'employés du gouvernement fédéral, supprime l'obligation pour les fournisseurs des marchés publics de déclarer s'ils ont été condamnés pour une violation du droit du travail fédéral<sup>2</sup>, et réduit certains contrôles en matière d'hygiène et de sécurité au travail<sup>3</sup>. Parmi les nombreux décrets émis par Donald Trump<sup>4</sup>, trois d'entre eux cristallisent ce que le *Washington Post* qualifie de « guerre » du Président contre les travailleurs publics fédéraux<sup>5</sup>. Il s'agit de faciliter le limogeage des employés fédéraux à partir de critères de performance, de limiter leur temps de délégation syndicale, et de restreindre l'ampleur des négociations collectives. Promulgués le 25 mai 2018, ces décrets déclenchent le 25 juillet 2020 une protestation de plus de 2 000 travailleurs, syndicalistes et membres du Congrès, devant un tribunal fédéral saisi sur la question de leur légalité, sans succès.

Sous l'égide de membres conservateurs nommés par Donald Trump, l'agence fédérale chargée de l'application

2. Des décrets émis sous la présidence Obama, abrogés par Trump, imposaient des critères de respect du droit du travail dans la sélection des candidats à des marchés publics : les entreprises répondant aux appels d'offre sont tenues de déclarer toute violation au droit du travail fédéral qu'ils auraient commise au cours des trois années précédentes (non-paiement du salaire minimum ou des heures supplémentaires, non-respect du droit syndical, des conditions d'hygiène et sécurité, discrimination à l'embauche, etc.). D'autres décrets obligeaient les fournisseurs à donner la priorité d'embauche aux travailleurs sous contrat avec le fournisseur précédent, à attribuer les mêmes droits sociaux aux travailleurs embauchés dans le cadre d'un marché public qu'aux travailleurs publics fédéraux en matière de congés payés et de droits syndicaux. Environ 25 % des travailleurs américains du secteur privé travaillent dans des entreprises sous contrat avec le gouvernement fédéral.
3. Ce qui aurait abouti, selon une étude de l'American Federation of Labour – Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO, Fédération américaine du travail), à une augmentation du nombre d'accidents du travail : voir AFL-CIO Executive Council Statement, « The War on Regulatory Protections », July 27, 2017, <https://aflcio.org/about/leadership/statements/war-regulatory-protections>.
4. Entre 2017 et 2021, le Président Trump a émis 220 décrets, presque autant que les 276 du Président Obama pendant ses deux mandats.
5. J. Davidson, « Trump went to war with his own government. Biden now has to repair it », *The Washington Post*, January 21, 2021, <http://wapo.st/3r0RZv3>.

du droit du travail, le National Labor Relations Board (NLRB), réduit les droits syndicaux de manière systématique et sans précédent, suivant les dix points du programme de la Chambre de commerce américaine en la matière publié début 2017 (McNicholas *et al.*, 2019). Le NLRB durcit notamment les conditions de la syndicalisation. Il révoque une décision prise sous l'administration Obama, et empêche l'employeur de modifier les périmètres de l'unité de négociation lors des élections syndicales pour les rendre plus difficiles. La décision prise sous Obama avait permis que les travailleuses d'un rayon du grand magasin Macy's se syndiquent dans les limites de cette unité de négociation plutôt qu'à l'échelle du magasin. Le NLRB parvient aussi à restreindre la communication syndicale dans des lieux dits publics, comme les cafétérias, ou celle opérée en direction des travailleurs lorsqu'ils sont sous contrat. Ainsi, suite à un litige <sup>6</sup>, les membres du syndicat des musiciens de l'orchestre de la San Antonio Symphony, au Nouveau Mexique, ne peuvent plus communiquer avec leurs collègues ou distribuer des tracts dans les halls de salles de concerts, où ils passent 80 % de leur temps de travail. De plus, le NLRB accorde un délai supplémentaire aux employeurs entre la campagne de syndicalisation qui aboutit à l'autorisation de la tenue d'un référendum sur l'implantation d'une section syndicale et sa tenue effective, ce qui laisse plus de temps aux

employeurs pour essayer d'influer sur le résultat <sup>7</sup>. La loi permet aux employeurs d'obliger les travailleurs à assister à des entretiens individuels ou à des réunions (*captive audience meetings*) au cours desquels des représentants de l'entreprise ou des consultants spécialisés dans la casse syndicale mènent une propagande antisyndicale, et utilisent des menaces par rapport à l'emploi et des techniques de pression psychologiques bien rodées (*union busting*) <sup>8</sup>. De telles réunions ont eu lieu pendant la campagne pour la syndicalisation qui a eu lieu en mars 2021 dans l'entrepôt Amazon de Bessemer, en Alabama, au cours duquel l'entreprise a dépensé 10 000 dollars par jour en consultants. Selon une étude de l'Economic Policy Institute, en décembre 2019, dans plus de 41,5 % des référendums de syndicalisation, les employeurs ont violé le droit du travail, et plus largement, les employeurs dépensaient environ 340 millions de dollars par an pour payer des entreprises spécialistes de l'anti-syndicalisme <sup>9</sup>. Enfin, des décisions du NLRB minent les négociations collectives par l'attribution aux employeurs de prérogatives contractuelles unilatérales et limitent le droit de grève.

Après plusieurs tentatives, le NLRB réussit finalement, en décembre 2019, à annuler une décision importante prise sous la présidence Obama : la reconnaissance du statut d'« employeurs joints » (*joint employers*). Celui-ci engage la

6. *Bexar County Performing Arts Center Foundation d/b/a Tobin Center for the Performing Arts*, 368 NLRB No. 46 (2019).

7. Selon la procédure de syndicalisation aux États-Unis qui a lieu en deux temps, il faut qu'un syndicat obtienne d'abord la signature de 30 % des salariés en faveur d'un référendum, avant que le NLRB n'autorise sa tenue.

8. W. Lewis, « Trump Labor Board Escalates War on Workers' Rights », *Truthout*, December 21, 2019, <https://truthout.org/articles/trump-labor-board-escalates-war-on-workers-rights/>.

9. C. McNicholas, M. Poydock, J. Wolfe, B. Zipperer, G. Lafer, L. Loustaunau, « Unlawful US employers are charged with violating federal law in 41.5% of all union election campaigns », *Economic Policy Institute*, December 11, 2019, <https://bit.ly/2PaypQd/>.

responsabilité de l'entreprise franchiseur en matière de droit du travail envers les travailleurs des établissements franchisés et facilite leur accès à la syndicalisation auprès de l'employeur unique <sup>10</sup>. Le litige en question a opposé des travailleurs de restaurants franchisés et le syndicat des services, SEIU, à l'entreprise McDonald's. Le syndicat cherchait à rendre McDonald's responsable des violations du droit du travail – mesures disciplinaires contre les syndicalistes et pour certains, licenciement – effectuées par les établissements franchisés lors du mouvement Fight For 15 and a Union, en faveur d'un salaire minimum de 15 dollars de l'heure et des droits syndicaux, lancé en 2012. Le NLRB prend également position sur le statut du travail intermédié par les plateformes numériques dans le cadre de l'économie uberisée (ou *gig economy*) : pour les membres du NLRB nommés par Trump, les chauffeurs de VTC sont des travailleurs indépendants, non des salariés dotés de protections et droits sociaux.

Donald Trump a aussi renouvelé la composition de la Cour suprême. Le premier juge qu'il nomme, l'ultra-conservateur Neil Gorsuch, fait pencher la balance de la Cour par cinq voix contre quatre dans l'affaire *Janus v. AFSCME* <sup>11</sup> en juin 2018, comme le craignaient les progressistes. En limitant les droits syndicaux dans le secteur public, là où le taux de syndicalisation est le plus élevé <sup>12</sup>, la

décision porte un coup important au syndicalisme dans son ensemble. Le deuxième juge nommé par Donald Trump, Brett Kavanaugh, qui est confirmé par le Sénat malgré des accusations d'inconduite sexuelle, est connu pour avoir pris des décisions défavorables aux droits syndicaux. Enfin, la nomination de la juge Amy Coney Barrett à la haute cour, candidate anti-ouvrière qui a fait preuve de son « mépris » pour les droits des travailleurs <sup>13</sup>, est vivement critiquée dans ces termes par l'AFL-CIO dans une déclaration du 26 septembre 2020.

### **Une réforme fiscale en faveur des entreprises et des plus fortunés**

Vis-à-vis du Congrès, le Président Trump rencontre plus de difficultés à faire passer les volets de sa politique d'emploi que dans l'exercice de ses prérogatives présidentielles. Sa promesse électorale d'engager un plan d'investissements dans les infrastructures, seule initiative d'interventionnisme fédéral visant à la création d'emplois, échoue. Pourtant, il peut exceptionnellement compter sur le soutien des Démocrates, devenus majoritaires à la Chambre des représentants depuis janvier 2019. Il se heurte, cependant, aux courants du Parti républicain qui prônent une stricte rigueur budgétaire (Belin, Zajac, 2018).

Mais la pièce maîtresse de la politique de l'offre du Président, qui

10. La mesure s'applique aussi aux travailleurs des entreprises sous contrat auprès de l'entreprise donneuse d'ordre.

11. Afin d'éviter les phénomènes de passagers clandestins, la décision *Abood v. Detroit Board of Education* (1977) permet aux syndicats de percevoir de la part des travailleurs non syndiqués des défraiements (*agency fees*) en échange des avantages dont ils bénéficient grâce à la convention collective négociée par les syndicats. *Janus v. AFSME* (2018) renverse la jurisprudence *Abood*, privant les syndicats de cette source importante de revenus.

12. La proportion de travailleurs syndiqués atteint 10,3 % de la population active en 2019 (dont 6,2 % dans le secteur privé et 33,6 % dans le secteur public), contre 20,1 % en 1983.

13. W. Samuel, Director, Government Affairs, « Letter Opposing Nomination of Amy Coney Barrett to the Supreme Court », *Legislative Alert*, AFL-CIO, October 22, 2020, <http://bit.ly/2QhQV9F>.

répond à l'orthodoxie républicaine, est le Tax Cuts and Jobs Act, promulgué en décembre 2017 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La libération des forces du marché, grâce à la réduction des impôts sur les bénéfices des entreprises de 35 à 21 %, sur leurs profits accumulés à l'étranger (15,5 %), et à des mesures incitant au rapatriement des bénéfices réalisés à l'étranger, est censée permettre la reprise des investissements sur le sol américain et la création de millions d'emplois (Sauviat, 2018).

De même, la réduction du taux d'imposition des ménages, bien que modérée et inégalement répartie, vise à stimuler l'activité économique. Or, selon le Congressional Budget Office, les ménages à revenus moins élevés – moins de 75 000 dollars par an, soit 62 982 euros, ce qui est supérieur au salaire moyen du travailleur syndiqué – se verraient infliger des coûts nets selon le nouveau dispositif, soit en payant plus d'impôts, soit en recevant moins de prestations ou avantages fiscaux de la part du gouvernement<sup>14</sup>. Les détracteurs de la loi ont souligné dans leur critique que ce dispositif est injustement favorable aux contribuables à hauts revenus et aux entreprises aux dépens des contribuables plus modestes, contribuant à creuser les inégalités<sup>15</sup>.

### **Une politique de protectionnisme radical**

En matière de relations commerciales, le candidat Trump a déployé une

doctrine de nationalisme économique bien rôdée, fustigeant à chaque occasion le libre échange international. C'est d'ailleurs l'un des rares domaines politiques où l'ex-magnat de l'immobilier new-yorkais affiche des convictions fortes, qu'il promet depuis des années (Velut, 2020). Ce deuxième axe de son programme pour l'emploi vise à ramener sur le sol américain la production manufacturière, et avec elle les emplois industriels (*factory jobs*), à travers une politique protectionniste agressive, notamment par l'augmentation des tarifs douaniers. La stratégie nationaliste et anti-mondialisation de l'« Amérique d'abord » de Donald Trump passe aussi par son retrait du multilatéralisme commercial, un terrain où les États-Unis sont historiquement un protagoniste majeur et par une renégociation des accords existants. D'où la remise en cause des « mega-deals » de la présidence Obama, comme le retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique (TPP), et sa renégociation de l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada (Alena, devenu USMCA).

Donald Trump lance une guerre commerciale mondiale à partir de janvier 2018 : les importations de panneaux solaires et de lave-linge sont désormais frappées de droits de douane, les gouvernements chinois et sud-coréens sont accusés de subventionner leurs producteurs nationaux, aux dépens des concurrents

14. En février 2021, le salaire moyen d'un travailleur syndiqué était de 41 295 dollars, soit 34 677 euros par an, soit en moyenne 11,2 % de plus que leurs pairs non syndiqués (même secteur avec un métier, un niveau d'éducation et une expérience comparables) à quoi s'ajoutent des prestations sociales nettement plus avantageuses. L'écart salarial est plus important encore pour les femmes, les minorités ethniques et les immigrés, qui constituent désormais la majorité des effectifs syndiqués. Les femmes comme les hommes africains-américains syndiqués ont des salaires jusqu'à 30 % plus élevés que les non-syndiqués, à emploi équivalent, et subissent aussi moins de discriminations.

15. H. Long, « Trump's tax "reform" looks like tax cuts for the rich », *The Washington Post*, September 25, 2017.

américains <sup>16</sup>. S'ensuit la mise en place de droits de douane sur les importations d'acier (25 %) et d'aluminium (10 %) en provenance de tous les pays producteurs (le Canada et le Mexique en seront exemptés par la suite). Les partenaires commerciaux concernés répliquent : la Chine, la Norvège, la Russie et l'Union européenne introduisent des mesures de rétorsion par l'imposition de droits de douane sur les importations américaines de soja, de porc, de jus d'orange et de motos, produits tant stratégiques que symboliques. Ils déposent aussi des plaintes auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En janvier 2020, 16,8 % des importations américaines font l'objet de droits de douane, dont la moitié en provenance de la Chine. L'accord commercial passé entre les deux pays en janvier 2020 n'arrive que partiellement à contenir la montée des tensions, Donald Trump accusant la Chine d'être responsable de la propagation du coronavirus. Par ailleurs, la politique anti-immigrés du président Trump, avec au centre l'extension du mur à la frontière avec le Mexique (Sauviat, 2020), prétend favoriser l'accès à l'emploi des travailleurs américains, discours populiste qui s'adresse à sa base électorale ouvrière.

Au final, fidèle à ses promesses, le Président Trump met en branle une politique globale, allant de la dérégulation étatique à la réduction de l'impôt en passant par un protectionnisme bien ciblé. L'objectif de cette politique est d'atteindre un niveau d'investissement à même de recréer les emplois supposément détruits par la concurrence étrangère.

---

### Quel bilan du « Président pour l'emploi » ?

Lors de son discours sur l'état de l'Union en janvier 2020, Donald Trump déclare que l'économie américaine ne s'est « jamais mieux portée ». Il est vrai que les performances macroéconomiques, y compris en termes d'emploi, sont en ce début d'année encore globalement positives. Ces résultats doivent cependant être appréciés au vu de tendances macroéconomiques à plus long terme et des transformations du marché du travail américain.

La croissance de l'économie, annoncée à plus de 3 % par an, et dont s'est targuée le Président lors du lancement de sa campagne pour un deuxième mandat, en juin 2019, a été révisée par la suite à la baisse. Finalement, cette croissance de 2,5 % pendant les trois premières années de son mandat est comparable aux 2,3 % des dernières années du gouvernement Obama. Elle s'inscrivait en février 2020 dans la plus longue reprise reconnue depuis la Seconde Guerre mondiale, soit dans sa 11<sup>e</sup> année depuis octobre 2009. Arrivée à maturité, elle connaissait un ralentissement dès avant la crise du coronavirus, la croissance du PIB fin janvier 2020 étant à son taux le plus bas depuis 2016.

### **Des créations d'emplois hors des bastions industriels traditionnels**

Si la création d'emplois pendant les trois premières années du mandat de Donald Trump est d'un niveau soutenu,

---

16. En matière de lave-linge, un conflit oppose les deux pays depuis 2013, le département du Commerce américain soutient les accusations de l'entreprise Whirlpool contre ses concurrents Samsung et LG. Concernant les panneaux solaires, la part de marché mondial des entreprises chinoises est passée de 7 % en 2005 à 61 % en 2012, selon les chiffres du département du Commerce. Les producteurs de panneaux solaires américains accusent la Chine de concurrence déloyale ayant abouti à la fermeture d'une trentaine de producteurs américains du secteur.

elle n'a pas nécessairement profité à son électorat particulièrement ciblé par l'introduction de mesures protectionnistes, à savoir les travailleurs des vieux bastions industriels des États du Midwest.

Les nouveaux emplois se concentrent en effet surtout dans les États de l'Ouest et du Sud du pays et leur progression remonte au début de la reprise, soit avant l'arrivée au pouvoir du nouveau Président (tableau 1). Entre début 2017 et fin 2019, les trois premières années du mandat de Trump avant la crise du coronavirus, presque tous les États situés à l'ouest du Mississippi et plusieurs États du Sud enregistrent une croissance du nombre d'emplois supérieure à la moyenne nationale, contrairement à ceux du Midwest. Dans les États de la Rustbelt, du Wisconsin à la Pennsylvanie, où se concentre l'industrie lourde, la croissance de l'emploi est en moyenne inférieure à celle du reste du pays (+1,73 % dans le Michigan, +1,57 % en Pennsylvanie, +0,79 % dans le Wisconsin, +0,68 % en Ohio, contre +2,95 % en moyenne nationale). Durant cette même période, des États de l'Ouest et du Sud connaissent en revanche une croissance de l'emploi largement supérieure à la moyenne (l'Utah, l'Arizona, l'Idaho sont à plus de 5,5 % et le Nevada, le Colorado, le Texas, la Caroline du Sud à plus de 4 %) <sup>17</sup>. De nouveaux gisements d'emplois sont en effet situés dans l'Ouest du pays et sur la côte pacifique, là où se sont implantées les entreprises de haute technologie, de la brasserie et du

vin. Ils sont aussi localisés dans les États pétroliers de l'Oklahoma et du Texas, ou encore au Nevada, qui a accueilli à Reno la première super usine de batteries lithium-ion pour les voitures électriques de Tesla (Fikri, Benzow, 2019), inaugurée en juillet 2016 à grand renfort de subventions (1,3 milliard de dollars, soit 1,09 milliard d'euros sur 20 ans). Ce complexe industriel réunit aussi ses principaux fournisseurs (Panasonic) et compte aujourd'hui plus de 7 000 salariés.

### **Stagnation et polarisation des salaires**

Durant la présidence Trump, les salaires connaissent un début de remontée mais moindre qu'attendu dans une économie de plein-emploi <sup>18</sup>, où le taux de chômage est bas et en diminution (de 4,36 % en 2017 à 3,9 % en 2018, et 3,68 % en 2019, selon le BLS). La hausse des salaires est très inégalement répartie et s'inscrit dans des tendances à plus long terme. De décembre 2016 à septembre 2019, le salaire horaire moyen a augmenté de 6,79 %, passant de 22,83 à 24,38 dollars (de 19,17 à 20,47 euros). Mais ajustée à l'inflation, l'augmentation n'a été que de 0,42 % pendant la période <sup>19</sup>. Les salaires poursuivent leur progression lente pour la majorité des travailleurs, pendant quatre décennies, de 1979 à 2019, une moyenne annuelle de moins de 0,2 %. Sur la période, la productivité augmente six fois plus que le revenu moyen des travailleurs dans le secteur de la production

17. Statistiques établies par l'Arizona State University, « Job Growth by State, December » à partir du Bureau of Labor Statistics, <https://seidmaninstitute.com/job-growth/state/> ; H. Schneider, « The Rust Belt boom that wasn't: Heartland job growth lagged under Trump », *Reuters*, October 27, 2020, <http://reut.rs/30TkeRR>.

18. K. G. Abraham, J. C. Haltiwanger, « How Tight is the Labor Market? » Federal Reserve Bank of Chicago, May 2019, <https://bit.ly/31ggn1B>.

19. D. Salkever, « Real pay data show Trump's "blue collar boom" is more of a bust for US workers, in 3 charts », *The Conversation*, February 7, 2020, <http://bit.ly/2P8IMVp>.

Tableau 1. Taux de croissance annuel de l'emploi total (hors agriculture) par État (2010-2019) \*

En %	Déc. 2010	Déc. 2011	Déc. 2012	Déc. 2013	Déc. 2014	Déc. 2015	Déc. 2016	Déc. 2017	Déc. 2018	Déc. 2019	Jan. 2017-Déc. 2019
États-Unis	0,73	1,58	1,68	1,71	2,19	1,94	1,53	1,54	1,56	1,39	2,95
Utah	1,24	2,70	3,78	3,05	3,08	3,78	2,80	3,52	3,01	2,88	5,89
Arizona	0,33	1,55	2,57	2,41	2,21	2,58	2,38	2,68	3,03	2,78	5,81
Idaho	0,08	2,15	2,00	2,33	2,32	3,12	2,99	3,08	3,33	2,49	5,82
Nevada	-0,84	1,09	2,08	2,99	4,08	3,59	2,65	3,39	3,25	1,42	4,67
Texas	2,09	2,24	3,46	2,70	3,67	1,28	1,25	2,09	2,59	2,14	5,73
Colorado	0,90	2,08	2,69	3,02	3,84	2,55	2,07	2,51	2,19	2,20	4,39
Texas	2,09	2,24	3,46	2,70	3,67	1,28	1,25	2,09	2,59	2,14	4,73
Washington	0,95	1,28	2,05	2,34	2,74	2,64	3,08	2,28	2,15	2,19	4,34
Floride	0,87	1,42	2,38	2,85	3,54	3,75	2,79	2,08	2,28	1,70	3,98
Caroline du Sud	1,64	1,15	2,24	2,42	2,95	2,83	1,91	1,87	2,57	1,76	4,33
Caroline du Nord	0,99	1,25	2,13	3,23	2,33	2,45	1,83	1,48	1,65	1,59	3,24
Tennessee	1,27	2,27	1,97	2,13	2,46	2,64	1,83	1,45	1,72	1,62	3,34
Géorgie	0,64	0,99	1,90	2,28	3,43	2,69	2,27	1,62	1,83	1,37	3,20
Californie	0,77	1,27	2,77	2,75	2,84	3,19	2,07	2,28	1,80	1,27	3,07
Pennsylvanie	1,39	0,83	0,39	0,33	1,35	0,59	0,72	1,18	0,99	0,58	1,57
Missouri	-0,03	0,54	0,95	0,80	1,48	2,18	0,89	0,85	0,43	0,06	0,49
Indiana	1,05	2,20	1,71	1,78	1,52	1,68	0,48	1,33	0,87	-0,10	0,77
Kansas	0,48	0,71	1,47	1,47	1,20	0,42	-0,02	0,51	0,66	0,38	1,04
Minnesota	0,79	1,91	1,66	1,11	1,37	1,51	1,07	1,21	0,79	-0,13	0,66
Ohio	1,12	1,52	1,53	1,47	1,81	1,12	0,66	0,77	0,61	0,07	0,68
Michigan	1,38	2,41	1,89	1,86	1,97	1,31	1,45	0,87	1,5	0,23	1,73
Illinois	1,04	1,05	1,32	1,02	1,49	1,31	0,48	0,91	0,45	-0,16	0,29
Wisconsin	0,78	0,88	1,32	1,15	1,54	1,32	0,56	0,95	0,78	0,01	0,79
Iowa	0,73	1,34	1,31	1,32	1,14	0,66	0,20	0,49	0,52	-0,35	0,17
Virginie de l'Ouest	0,85	2,18	0,12	-0,34	0,27	-0,88	-1,70	0,28	1,19	-2,04	-0,85

\* Sauf la dernière colonne, qui ne présente pas un taux de croissance annuel de l'emploi, mais un taux de croissance de l'emploi de début 2017 à fin 2019, soit les trois premières années de la présidence Trump avant la crise sanitaire.  
Source : Arizona State University, « Job Growth by State, December » (BLS) : <https://seidmaninstitute.com/job-growth/state/>.

manufacturière <sup>20</sup>. En même temps, la tendance à la polarisation s'accroît pendant les trois premières années de la présidence Trump, avec des augmentations de plus en plus rapides chez les 20 % des salariés les mieux payés qui ont connu une augmentation de salaire d'une moyenne de 2,61 dollars (2,19 euros) de l'heure, soit cinq fois plus que les travailleurs dans le quintile le plus bas et presque 3,5 % de plus que les 60 % du milieu de la distribution, et qui comprend les ouvriers syndiqués de l'industrie <sup>21</sup>. Il y a quelques exceptions pour les travailleurs à bas salaires : ceux, dans les services, qui ont pu bénéficier d'une revalorisation du salaire horaire à 15 dollars (12,6 euros) à la suite du mouvement « Fight For 15 » (dans des entreprises comme Amazon ou Walmart), ou encore ceux qui résident dans les États qui ont vu augmenter le salaire minimum, une tendance qui contrecarre la polarisation <sup>22</sup>. Il n'en demeure pas moins qu'en 2019, 44 % des salariés ont une rémunération horaire médiane de 10,22 dollars (8,58 euros), soit 18 000 dollars (15 115 euros) par an : les trois quarts d'entre eux (77 %) n'ont pas de diplôme universitaire, et les deux tiers (64 %) ont entre 25 et 54 ans <sup>23</sup>. Dans ce contexte, on comprend mieux l'effondrement des

conditions de vie des familles ouvrières qui accusent une perte d'emploi brutale. 26,8 millions de travailleurs en fin d'année 2020, soit 15,8 % de la population active, se retrouvent au chômage ou en emploi mais avec des pertes d'heures de travail et de salaire dues à la pandémie <sup>24</sup>.

### **Une politique protectionniste qui ne tient pas ses promesses**

La politique protectionniste de Donald Trump n'est pas parvenue à enrayer le déclin des emplois dans l'industrie manufacturière avant la crise économique déclenchée par la pandémie. L'année 2019 connaît en effet une décélération de la croissance des emplois dans plusieurs secteurs : l'emploi dans la production manufacturière augmente de 61 000, soit moins d'un quart des 264 000 emplois créés en 2018, dont l'automobile, notamment dans les États du Midwest ; l'emploi dans la construction augmente de 153 000, soit moins de la moitié des gains d'emploi obtenus en 2018 (+309 000) ; les gains d'emplois issus du transport et de l'entreposage représentent moins de la moitié de ceux obtenus en 2018. En revanche, le secteur des mines et de l'industrie forestière connaît des pertes d'emploi en 2019 (-26 000) contrairement

- 
20. Entre 1979 et 2018, la productivité a augmenté de 69,6 % alors que le revenu d'un ouvrier dans la production (*non supervisory worker*) a augmenté de 11,6 % : US Bureau of Labor Statistics, « Average Hourly Earnings of Production and Nonsupervisory Employees », retrieved from FRED, [https://fred.stlouisfed.org/graph/?graph\\_id=594221](https://fred.stlouisfed.org/graph/?graph_id=594221) ; Congressional Research Service, « Real Wage Trends, 1979 to 2019 », *CRS Report*, R45090, December 28, 2020, <https://fas.org/sgp/crs/misc/R45090.pdf>.
21. E. Gould, « State of Working America Wages », Economic Policy Institute, February 20, 2020, <https://www.epi.org/publication/swa-wages-2019/#fig-e> ; R. E. Scott, « Trump's "blue-collar boom" is likely a dud », Economic Policy Institute, February 4, 2020, <https://www.epi.org/blog/trumps-blue-collar-boom-state-of-the-union/>.
22. 20 États en 2019 et 18 États en 2018 ont augmenté leur salaire minimum. Selon une échelle progressive, la Californie et le Massachusetts verront le salaire minimum atteindre 15 dollars de l'heure en 2023, l'Illinois en 2025 et la Floride en 2026.
23. M. Ross, N. Bateman, « Low unemployment isn't worth much if the jobs barely pay », Brookings Institute, Blog, January 8, 2020, <http://brook.gs/3r2lxYs>.
24. H. Shierholz, « The economy President-elect Biden is inheriting », *Economic Policy Institute*, January 8, 2021, <http://bit.ly/30Wch50>.

aux années précédentes et le secteur du commerce de détail continue quant à lui de perdre des emplois <sup>25</sup>.

Plus généralement, le secteur des biens de production subit une légère récession en 2019, selon l'ISM Manufacturing Index, atteignant son niveau le plus bas depuis 2009, le cinquième mois de suite de contraction, et entraînant un ralentissement du PIB de 1,9 % pour le trimestre <sup>26</sup>. Selon une étude publiée par la Banque centrale américaine en décembre 2019, les effets bénéfiques de l'augmentation des droits de douane sont contrebalancés par les licenciements dus à l'augmentation des coûts et aux mesures de rétorsion mises en place par les partenaires commerciaux <sup>27</sup>. Si les droits de douane sur l'acier permettent la création de 1 000 emplois environ dans le secteur sidérurgique entre leur introduction en mars 2018 et novembre 2019, le manque à gagner dans les emplois de l'industrie manufacturière qui utilisent des intrants provenant du secteur de l'acier et de l'aluminium est de -75 000 (Flaen, Pierce, 2019 ; Velut, 2020). Plus largement, la guerre commerciale occasionne une perte nette pendant la même période

de 175 000 emplois dans la production manufacturière aux États-Unis <sup>28</sup>.

Bon nombre de fermetures d'usine et de licenciements liés à la politique protectionniste du Président ont été médiatisés. Par exemple, l'entreprise Harley-Davidson a annoncé sa décision de délocaliser en Europe son usine de fabrication de motos située dans le Wisconsin pour fournir le marché local, en réaction aux droits de douane imposés sur ses produits ; de même, US Steel, en décembre 2019, a annoncé la fermeture de son usine de Great Lakes Works, près de Detroit, qui implique le licenciement de 1 500 travailleurs. Le nombre d'emplois industriels dans les États du Midwest subit une baisse nette en 2017 et 2018, plus précisément dans les circonscriptions clés de la Pennsylvanie, du Wisconsin et du Michigan qui ont fait basculer l'élection de 2016. La tendance commence toutefois à s'inverser légèrement en 2019 <sup>29</sup>. Le prix de l'augmentation des droits de douane a été payé avant tout par les consommateurs. Selon le Peterson Institute for International Economics, cité par le *Washington Post*, les consommateurs américains auraient

25. « Employment expansion continued in 2019, but growth slowed in several industries », *Monthly Labor Review*, April 2020, <http://bit.ly/3cl9yey>.

26. L'indice publié par l'Institut for Supply Management a baissé de 47,2 % en décembre 2020, sachant qu'un taux de moins de 50 % indique une diminution de la production : J. Cox, « A key manufacturing index shows the US remains in contraction territory », *CNBC*, December 2, 2019, <https://www.cnbc.com/2019/12/02/ism-manufacturing-november-2019.html> ; A. Swanson, J. Smialek, « US Manufacturing Slumps as Trade War Damage Lingers », *New York Times*, January 3, 2020.

27. La moyenne des droits de douane imposés sur 3 257 produits par les partenaires commerciaux des États-Unis est passée de 6,5 à 23,3 % entre 2017 et 2018. Les partenaires concernés sont la Chine, le Mexique, la Turquie, l'Union européenne, le Canada et la Russie (Velut, 2020).

28. R. Kumar Singh, « Trump steel tariffs bring job losses to swing state Michigan », *Reuters*, October 9, 2020, <https://www.reuters.com/article/us-usa-election-steel-insight-idUSKB-N26U161> ; L. Cox, K. Russ, « The trade war has cost 175,000 manufacturing jobs and counting », *Econbrowser*, September 2020, <http://bit.ly/3eXX05z>.

29. P. Krugman, « Manufacturing ain't great again. Why? », *New York Times*, October 31, 2019, <https://www.nytimes.com/2019/10/31/opinion/manufacturing-trump.html> ; R. Layne, « Foreign investment in US dropping dramatically under Trump », *CBS Moneywatch*, August 1, 2018, <http://cbsn.ws/2P62gsA>.

payé 900 000 dollars (755 769 euros) pour chaque emploi créé <sup>30</sup>.

Enfin, contrairement aux promesses de Donald Trump, les investissements directs en provenance de l'étranger ont subi une baisse importante pendant les trois premières années de sa présidence, après une augmentation significative pendant les trois dernières années de celle d'Obama <sup>31</sup>.

### Les défis du syndicalisme américain sur le terrain politique

La fuite des électeurs de la classe ouvrière du Parti démocrate vers le Parti républicain s'est poursuivie lors des élections de 2020. Pour la revue *Jacobin* (2021), les Démocrates s'affirment de plus en plus comme un parti dominé par des électeurs hautement diplômés ou provenant des banlieues aisées et ayant de hauts revenus, aux dépens de la base traditionnelle de la classe ouvrière multiraciale. L'ensemble des segments de la classe ouvrière – blanche, noire, hispanique – ont poursuivi « leur trajectoire à droite <sup>32</sup> » lors des élections de 2020. Plus

généralement, selon l'indicateur retenu pour jauger l'influence politique des syndicats, même si leur proportion a baissé de 2 points par rapport à 2016, 40 % des électeurs vivant dans un ménage où au moins l'un des membres est syndiqué (*union household*) ont voté pour Trump. Dans l'Ohio, ils sont 55 %, soit le même pourcentage qu'en 2016 <sup>33</sup>.

La base syndicale trumpiste est constituée de membres de syndicats de police, notamment celle des frontières, dont les syndicats nationaux ont été les seuls à soutenir officiellement la candidature républicaine en 2016 comme en 2020, ainsi que des syndicats de pompiers et de travailleurs de la construction, dont les dirigeants ont tenté de convaincre leurs membres de voter démocrate (Otterbein, Cassella, 2020). L'association des syndicats des métiers de la construction, qui a collaboré de près avec l'administration Trump jusqu'à sa participation au comité de gestion de la crise du coronavirus, a donné son soutien au candidat démocrate à la dernière heure, citant le manque de réactivité du gouvernement face aux problèmes des travailleurs exposés à la pandémie et le besoin d'un « Président

30. H. Long, « Trump's steel tariffs cost US consumers \$900,000 for every job created, experts say », *Washington Post*, May 7, 2019.

31. Les investissements directs en provenance de l'étranger ont atteint 194,7 milliards de dollars (163,5 milliards d'euros) en 2019 (estimation), en baisse de 37,7 % par rapport à 2018, et largement en dessous de la moyenne de 333 milliards de dollars (280 milliards d'euros) sur la période de 2014 à 2018 : Bureau of Economic Analysis, « New Foreign Direct Investment in the United States, 2019 », July 1, 2020, <http://bit.ly/38Sf2SB> ; R. Layne, « Foreign investment in US dropping dramatically under Trump », *CBS Moneywatch*, August 1, 2018, <http://cbsn.ws/2P62gsA>.

32. Le vote des électeurs de la classe ouvrière en faveur de Trump, quels que soient les groupes ethniques, a progressé en 2020 par rapport à 2016. 91 % des comtés où plus de la moitié des résidents ne détiennent pas de diplôme universitaire – un critère souvent retenu aux États-Unis pour définir la classe ouvrière – ont voté pour Trump en 2020. Cette proportion est encore plus élevée dans la population blanche sans diplôme (93 %), et est en augmentation de 2,6 % par rapport à 2016. La même tendance s'applique aux comtés ayant une majorité de la population de Noirs non diplômés, dont 88 % ont voté pour Trump (+1,8 %) ou bien d'hispaniques non diplômés dont 64 % ont voté pour Trump (+1,1 %).

33. Editors, « Trump's Surprising Working-Class Success », *Jacobin*, February 8, 2021, <http://bit.ly/3sbIVVX> ; CNN Politics, « Exit Polls », November 3, 2020, <http://cnn.it/2P8klkk> ; « Ohio Exit Polls: How Different Groups Voted », *New York Times*, November 3, 2020.

qui respecte ses promesses <sup>34</sup> ». Chez les pompiers, de nombreuses fédérations régionales ont soutenu Trump malgré la position officielle du syndicat national en soutien à Joe Biden (International Association of Fire Fighters, IAFF) et celle de la ville de New York menace de scissionner à ce sujet <sup>35</sup>. Le soutien à Trump continue de se situer dans la Rust Belt, les États qui ont subi de plein fouet la désindustrialisation. Si un électeur sur six aux États-Unis vit dans un ménage syndiqué, ils sont un sur quatre dans des États du Midwest comme le Michigan. Par ailleurs, il faut compter avec des travailleurs qui cherchent des alternatives aux deux grands partis (Otterbein, Cassella, 2020).

Cette disparité de l'électorat syndical représente le défi le plus important pour les organisations syndicales et notamment pour leur alliance politique traditionnelle avec les Démocrates, scellée à l'époque du New Deal. Ce parti semble avoir tourné la page de sa période néolibérale, qui avait aggravé les tensions entre les syndicats et les Présidents démocrates jusqu'à Obama (Kesselman, Sauviat, 2017). Une recomposition du parti autour des valeurs de la classe moyenne est en cours mais le débat sur le choix d'un programme autour des droits des travailleurs ne fait pas consensus (Belin, Zajac, 2020). L'importance du vote ouvrier, ainsi que l'explosion du chômage consécutive à l'arrêt des

activités qui a laissé des millions de personnes dépourvues de droits, rappellent l'enjeu central de l'emploi aux États-Unis où les prestations sociales restent structurellement liées à la relation salariale. Un courant du Parti démocrate est plus sensible à l'évolution de la carte électorale et au vote des minorités ethno-raciales, une perspective qui semble s'être confirmée lors des élections présidentielles de 2020 et sénatoriales dans l'État de Géorgie en janvier 2021, où la mobilisation de l'électorat noir a fait pencher la balance en faveur des Démocrates. Joe Biden n'a remporté l'élection générale que de 12 670 voix ; les deux sénateurs élus sont Démocrates, c'est la première fois que cet État élit un sénateur démocrate depuis deux décennies. Quant à l'aile progressiste qui a soutenu Bernie Sanders et se dit « socialiste », sa stratégie actuelle consiste à œuvrer au sein du Parti démocrate pour le pousser vers la gauche – dans le sens d'une politique en faveur des ouvriers et de l'environnement – plutôt que de lancer un parti politique indépendant, mais cette question reste toujours posée dans ses rangs <sup>36</sup>. Or les questions environnementales représentent un sujet de dissension au sein du mouvement syndical : la décision du nouveau Président de revenir sur la politique de son prédécesseur et d'arrêter la construction de l'oléoduc Keystone entre les États-Unis et le Canada est en porte-à-faux avec les revendications pour

34. La North America's Building Trades Unions (NABTU), association qui regroupe 14 syndicats des métiers de la construction, a publié sa déclaration de soutien à Biden le 23 octobre : « Après quatre ans de promesses non tenues et la guerre de l'administration Trump contre la classe moyenne, nous avons besoin d'un gouvernement favorable aux métiers de la construction et Joe Biden et Kamala Harris représentent le bon choix » : [https://nabtu.org/press\\_releases/biden-endorsement/](https://nabtu.org/press_releases/biden-endorsement/).

35. D. Osborne, « Unions were Democratic shock troops — until 2020 », *Philadelphia Inquirer*, October 14, 2020, <http://bit.ly/2Nsqtptd>

36. Chelini-Pont B. Kesselman D., « Fact check US : Est-il vrai que "dans un autre pays que les États-Unis, Joe Biden ne serait pas dans le même parti que la gauche démocrate" ? », *The Conversation*, 29 octobre 2020, <http://bit.ly/3bSH8iy>.

l'emploi des ouvriers de la construction. L'élection de 2020 n'aura fait qu'accroître les tensions entre ailes ouvrière, progressiste, modérée et conservatrice du Parti démocrate, qui s'accusent mutuellement d'être responsables des pertes des sièges à la Chambre des représentants, de la courte majorité au Sénat et des piètres performances dans les congrès locaux <sup>37</sup> (Guastella, 2021).

---

### Conclusion

La remise au centre de la scène politique américaine de l'emploi ouvrier est une perspective qui semblait résolue depuis l'avènement de la mondialisation ; elle a été paradoxalement portée par l'héritier milliardaire Donald Trump. Or, la récente élection a révélé la faiblesse du syndicalisme américain sur ce terrain, sa difficulté d'élaborer un programme qui s'attaque aux racines de la dégradation des conditions socio-économiques des travailleurs et qui soit susceptible d'être porté par un parti de pouvoir en capacité de rallier ses troupes.

Les syndicats ont de grandes attentes envers le nouveau gouvernement et les majorités parlementaires qu'ils ont massivement soutenues : presque 90 % des plus de 200 millions de dollars de contributions des organisations syndicales ont eu comme bénéficiaires les candidats démocrates aux présidentielles. Les premières actions du nouveau gouvernement Biden semblent aller dans le bon sens, avec les nominations du secrétaire du Travail et du Commerce extérieur soutenues par les syndicats et les décrets qui abrogent ceux de son prédécesseur qui s'attaquent aux droits des travailleurs publics fédéraux.

La poursuite d'une politique protectionniste visant à protéger l'emploi semble être la voie poursuivie par la nouvelle administration. Il reste que les défis pour la nouvelle présidence sont historiques. La crise ne fait qu'accroître les tendances structurelles qui tendent à nuire aux anciennes régions industrialisées qui peinent à remonter la pente de l'emploi. La promesse d'une réforme du droit du travail pour faciliter la syndicalisation n'est pas gagnée d'avance. Elle n'a pas vu le jour sous la présidence Obama, malgré une majorité démocrate au Congrès au début de son mandat plus nette que celle obtenue en novembre 2020.

La perspective du renouveau syndical se trouve au cœur des enjeux. Les syndicats sont les seuls acteurs de l'histoire américaine à avoir canalisé la force du travail vers une redistribution de la richesse en faveur du plus grand nombre et cela, y compris, au sein d'une union multiraciale. Les travailleurs américains, avec leurs syndicats, sont de nouveau à l'offensive, engageant plus de grèves en 2019 et 2020 que depuis des décennies. La proportion de travailleurs syndiqués atteint 10,8 % en 2020, soit 0,5 % de plus qu'en 2019, après avoir accusé une baisse en 2018 et 2019. Certes, cette remontée s'inscrit dans le contexte d'une chute historique des emplois due à la pandémie, qui renvoie au fait que les travailleurs syndiqués sont mieux protégés contre la perte d'emploi et de salaire en temps de crise que les non-syndiqués et plus à même de défendre leurs intérêts. Mais elle s'affirme comme un argument en faveur de la syndicalisation. Si les emplois dans les activités de services ont été plus vulnérables pendant la pandémie (tourisme, restaurants et bars), c'est vers

---

37. Des dix congrès des États fédérés que le parti a ciblé pour conquérir les votes des électeurs, aucun n'a basculé dans le camp démocrate.

ces secteurs moins traditionnellement syndicalisés que les syndicats se tournent désormais pour étendre leur implantation. Il y a même eu une augmentation de la syndicalisation dans le secteur public, malgré les décisions judiciaires défavorables.

### Sources :

- Belin C., Zajac P. (2018), « Le parti de Donald Trump », *Le Débat*, n° 198, p. 11-21, <https://doi.org/10.3917/deba.198.0011>.
- Belin C., Zajac P. (2020), « La nouvelle gauche américaine », *Le Débat*, n° 208, p. 16-29, <https://doi.org/10.3917/deba.208.0016>.
- Fikri K., Benzow A. (2019), « Manufacturing's real but patchwork rebound », *Data Brief*, Economic Innovation Group, June 13, <https://eig.org/wp-content/uploads/2019/06/Manufacturing-Analysis.pdf>.
- Flaaen A., Pierce J. (2019), « Disentangling the effects of the 2018-2019 tariffs on a globally connected US manufacturing sector », *Finance and Economics Discussion Series*, n° 2019-086, Divisions of Research & Statistics and Monetary Affairs, Federal Reserve Board, December 23, <http://www.federalreserve.gov/econres/feds/files/2019086pap.pdf>.
- Guastella D. (2021), « Everyone Hates the Democrats », *Jacobin*, February 2, <https://jacobinmag.com/2021/02/everyone-hates-the-democrats>.
- Jacobin* (2021), « The 2020 presidential election and working-class voters », *Jacobin*, February 8, <https://jacobinmag.com/2021/02/the-2020-presidential-election-and-working-class-voters>.
- Kesselman D., Sauviat C. (2017), « États-Unis : les enjeux de la revitalisation syndicale face aux transformations de l'emploi et aux nouveaux mouvements sociaux », n° spécial, « Renouveau syndical : enjeux, stratégies et pratiques », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 160, décembre, p. 19-37, <https://goo.gl/hJmzt6>.
- McNicholas C., Poydock M., Rhinehart L. (2019), *Unprecedented. The Trump NLRB's Attack on Workers' Rights*, Economic Policy Institute, October 16, <https://files.epi.org/pdf/177387.pdf>.
- Otterbein H., Cassella M. (2020), « Rank-and-file union members snub Biden for Trump », *Politico*, September 22, <http://politi.co/397XP8b>
- Sauviat C. (2018), « États-Unis : une réforme fiscale au profit des entreprises et des particuliers les plus riches », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 161, mars, p. 25-35, <https://bit.ly/2UWv5sf>.
- Sauviat C. (2020), « États-Unis : le bilan de Donald Trump en matière d'immigration, à l'aune de ses promesses électorales », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 172, décembre, p. 3-20, <https://bit.ly/3p8ipuT>.
- Velut J.-B. (2020), « Les États-Unis contre la mondialisation », in Henneton L. (dir.), *Le rêve américain à l'épreuve de Donald Trump*, Paris, Vendémiaire, p. 201-224.